



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 04/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Lorraine Fonderie

ZI Les Trembles
54920 Villers-La-Montagne

Références : -
Code AIOT : 0006200712

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement Lorraine Fonderie implanté ZI Les Trembles 54920 Villers-la-Montagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le but de connaître l'état du site actuellement et de faire un point sur l'activité en cours ou projetée sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lorraine Fonderie
- ZI Les Trembles 54920 Villers-la-Montagne
- Code AIOT : 0006200712
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FVM Jinjiang a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 20130192 du 12 juin 2014 modifié à exploiter une installation de fabrication de pièces en aluminium pour l'automobile. Elle a été placée en liquidation judiciaire par jugement du tribunal de commerce en date du 19 avril 2021.

La société Lorraine Fonderie a repris ces activités en procédant à une demande de changement d'exploitant en date du 30/11/2022.

La société Lorraine Fonderie a été autorisée à poursuivre les activités anciennement exploitées par la société FVM JINJIANG par arrêté préfectoral n° 2022-1661 de mars 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-74	Demande d'action corrective	15 jours
2	Propreté	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 2.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Stockage de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 7.4.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'activité du site n'a jamais repris depuis la mise en liquidation judiciaire de la société FVM JINJIANG ; elle a donc cessé depuis plus de 3 ans, ce qui rend caduc l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Si l'exploitant souhaite reprendre l'activité sur ce site, il doit effectuer, sous quinze (15) jours, une demande de prorogation de ce délai de caducité au Préfet, en apportant tous les éléments d'appréciation nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-74
Thème(s) : Situation administrative, Caducité AP
Prescription contrôlée : II. - En application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant. Le préfet peut alors mettre en demeure l'exploitant de procéder à la cessation d'activité de son installation, ou de la partie concernée de son installation, au sens de l'article R. 512-75-1. Le projet d'arrêté de mise en demeure est communiqué préalablement par le préfet à l'exploitant qui dispose d'un mois pour présenter ses observations éventuelles par écrit.

<p>Constats :</p> <p>L'activité du site a cessé depuis le 19/04/2021, date à laquelle la liquidation judiciaire de la société FVM JINJIANG, précédent détenteur de l'autorisation d'exploiter au titre des ICPE, a été prononcée.</p> <p>La cessation d'activité a été constatée par l'inspection des installations classées le 14/10/2021 (rapport réf EA/1483-2021), le 10/01/2023 (rapport réf CR/MT/222_2023) et le 06/05/2025, visite objet du présent rapport.</p> <p>Ainsi, nous constatons que les activités faisant l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 20130192 du 12/06/2014 ont été interrompues depuis plus de 3 ans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 15 jours, l'exploitant devra adresser au Préfet une demande de prorogation de ce délai de caducité, accompagnée des éléments d'appréciation visant à justifier cette demande.</p> <p>En l'absence de cette demande justifiée de prorogation, l'inspection proposera au Préfet de mettre en demeure la société de procéder à la cessation d'activité des installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, propreté extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté de nombreux tas de ferrailles et autres déchets de démantèlement des équipements au niveau des extérieurs du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'évacuation de ces déchets dans une filière dûment autorisée à les recevoir, sous un délai de 3 mois et de fournir à l'inspection des installations classées les justificatifs d'évacuation de ces déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Stockage de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, déversements
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100% de la capacité du plus grand réservoir;- 50% de la capacité des réservoirs associés.
Constats : Il a été constaté à l'intérieur des bâtiments plusieurs stockages de produits chimiques (GRV, bidons) qui ne sont pas dotés de capacités de rétention. Certains de ces conditionnements sont fuyards et des écoulements ont été observés au sol.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de un (1) mois, de mettre l'ensemble des stockages de produits chimiques liquides sur rétention ou de les évacuer, sous un délai de trois (3) mois, dans un centre de traitement dûment autorisé à les recevoir. Les justificatifs devront être adressés à l'inspection des installations classées (photos ou bordereaux de suivi des déchets dangereux).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois